

## Faut-il refédéraliser les investissements dans les infrastructures?



Faut-il refédéraliser les investissements dans les infrastructures? - © Tous droits réservés

Les tunnels à reconstruire, le réseau routier wallon à restaurer, les projets ne vont pas manquer pour le secteur du génie civil et des travaux publics. Nous avons sondé les entrepreneurs et contrairement à ce qu'on pourrait penser, ils n'ont pas du tout le sourire et, discrètement, ils rêvent d'une refédéralisation.

C'est même la soupe à la grimace! Didier Cartage est directeur général de l'Association des entrepreneurs belges de génie civil. L'ADEB qui regroupe 60 entreprises, soit tous les grands acteurs. Voilà ce qu'il pense : " Cela peut être considéré comme une bonne nouvelle mais est-ce qu'un médecin se réjouit quand il y a une campagne contre la grippe ? Pas nécessairement, le gros problème est que ceci est la partie visible de l'iceberg, le témoignage du sous-investissement notoire et chronique que notre pays vit depuis un sacré bout de temps ".

Même si ces grands entrepreneurs plaident aussi pour leur chapelle, plutôt leurs grues et autres bétonneuse, il faut reconnaître la constance de leur discours. Depuis des années, ils relèvent le sous-investissement chronique des pouvoirs publics dans les infrastructures. Attention, ils parlent bien d'investissements d'entretien, pas de nouveaux projets.

### Cinq milliards pour la Wallonie

Cela dit, c'est en train de changer. Le gouvernement wallon a annoncé la semaine dernière un important plan d'investissement, soit 640 millions d'euros d'ici 2019, soit plus de 200 chantiers.

La réaction de Didier Cartage : " Ce n'est pas une petite somme. Maintenant de ce montant, 320 millions sont déjà annoncés dans d'autres programmes. Si vous ramenez cela sur un programme de quatre ans, vous arrivez à 80 millions d'euros par an d'investissements complémentaires. Le Service Public de Wallonie annonce par ailleurs qu'il faudrait cinq milliards pour combler notre retard en termes d'infrastructures routières et hydrauliques. Cela veut dire qu'il faudrait vingt-cinq années pour remettre nos infrastructures à niveau. On est loin du compte ! ".

Cinq milliards d'investissements nécessaire, c'est un constat hors considération budgétaire. Mais la question peut se poser ainsi et



c'est un choix politique: ne faudrait-il pas investir plus régulièrement au lieu de se retrouver face à des échéances urgentes et ingérables?

### **Pas mieux en Flandre**

On se plaint beaucoup des routes wallonnes et des tunnels bruxellois. La situation est-elle meilleure en Flandre? Pas du tout répond de Didier Cartage : *" Le problème que l'on vit maintenant n'a pas de couleur régionale. Au niveau de la Flandre, les difficultés sont les mêmes. Un certain nombre de montants issus du prélèvement kilométrique viendront en remplacement d'un désinvestissement ailleurs. Ce n'est pas une question de région mais de sous-investissement notoire et de décisions politiques sur le long terme "*.

Et les entrepreneurs de se demander s'il ne serait pas temps de repenser les investissements en infrastructure au niveau national. Un raisonnement qui rejoint le souhait d'une majorité de parlementaires d'un retour à plus de compétences pour l'Etat fédéral. Ce qui n'empêchera pas certains d'utiliser un contre-exemple, le projet gelé du RER...